

précis
DOMAT

DROIT PUBLIC

Claude BLUMANN
Louis DUBOUIS
Nathalie RUBIO

DROIT MATÉRIEL DE L'UNION EUROPÉENNE

9^e édition

LGDJ un savoir-faire de
Lextenso

DROIT MATÉRIEL DE L'UNION EUROPÉENNE

9^e édition

CLAUDE BLUMANN

Professeur émérite de l'Université Paris-Panthéon-Assas
Chaire Jean Monnet de droit européen

LOUIS DUBOIS

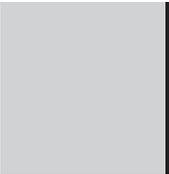
Professeur émérite de l'Université d'Aix-Marseille
Chaire Jean Monnet de droit européen

NATHALIE RUBIO

Professeur à l'Université d'Aix-Marseille
Chaire Jean Monnet de droit européen



© 2024, LGDJ, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
www.lgdj-editions.fr
EAN : 9782275130583
ISSN : 2968-7454
Collection : Précis Domat



AVANT-PROPOS

Cet ouvrage a pour objet de présenter le droit matériel de l'Union européenne à ceux qui s'initient à son étude, en premier lieu aux étudiants. Il n'a pas l'ambition de donner de ce droit en prodigieux développement l'analyse détaillée qui relève de traités ou répertoires d'une tout autre dimension. Il se propose de faciliter la compréhension des notions et règles fondamentales, ce qui, s'agissant de ces dernières, implique d'accorder de l'importance à leur genèse.

Dans cette perspective, la bibliographie, placée à la fin de l'introduction, puis de chaque chapitre, a été volontairement limitée aux ouvrages fondamentaux et à des articles récents, essentiellement de langue française. Répertoires et informatique aidant, il est aujourd'hui aisé d'accéder à un nombre considérable de références.

Les articles des traités sont cités selon la numérotation qui résulte de la version issue du traité de Lisbonne. Cependant, pour faciliter la compréhension des textes en vigueur et de la jurisprudence, la correspondance avec la numérotation ancienne est indiquée lorsque cela a paru souhaitable : en pareil cas la numérotation actuelle précède la numérotation ancienne, par exemple : art. 101 TFUE (ex-art. 81 CE).

Cette neuvième édition marque un tournant : un enrichissement substantiel avec des thèmes nouveaux (numérique) ou renouvelés par les crises que traverse l'Union (Covid, guerre en Ukraine) et un élargissement du groupe initial avec la participation de Nathalie Rubio, professeur à l'Université d'Aix-Marseille. Adaptation et continuité, tels pourraient être les caractères fondamentaux de cet ouvrage qui atteint aujourd'hui son vingt-cinquième anniversaire.



SOMMAIRE

Avant-propos	5
Introduction	31
§ 1. Définition du droit matériel de l'Union européenne	31
§ 2. Droit matériel de l'Union et intégration européenne	33
PREMIÈRE PARTIE. LES PERSONNES	37
Titre 1. La citoyenneté européenne	39
Chapitre 1. La notion de citoyenneté européenne	41
<i>Section 1. Citoyenneté européenne et Europe des citoyens</i>	<i>41</i>
§ 1. De la citoyenneté à la citoyenneté européenne	41
§ 2. De l'Europe des citoyens à la citoyenneté européenne	42
§ 3. La citoyenneté européenne d'après les traités	43
<i>Section 2. Citoyenneté européenne et citoyenneté nationale</i>	<i>44</i>
§ 1. La citoyenneté européenne, citoyenneté additionnelle à la citoyenneté nationale	44
§ 2. La citoyenneté européenne, corollaire de la nationalité d'un État membre	45
Chapitre 2. Le statut du citoyen européen	47
<i>Section 1. Présentation générale</i>	<i>47</i>
§ 1. Les devoirs	47
§ 2. Les droits énoncés par le traité	48
§ 3. La citoyenneté européenne, statut fondamental des ressortissants des États membres	48
<i>Section 2. La citoyenneté politique</i>	<i>50</i>
§ 1. Participation aux élections au Parlement européen	51
§ 2. L'initiative citoyenne	53

§ 3. Participation aux élections municipales	56
Section 3. Les protections	58
§ 1. Protection par les autorités diplomatiques et consulaires des États membres	58
§ 2. Le droit de pétition	60
§ 3. La « plainte » au médiateur européen	63
§ 4. Le droit de communication avec les institutions et organes communautaires	66
Titre 2. Les libertés	69
Chapitre 1. La liberté de circulation et de séjour	71
Section 1. De la libre circulation des travailleurs à l'espace de liberté, de sécurité et de justice	72
§ 1. L'évolution antérieure au traité d'Amsterdam	73
§ 2. Le traité d'Amsterdam	75
§ 3. Le traité de Lisbonne	76
§ 4. Les trois dimensions de l'espace européen	77
Section 2. La condition des citoyens européens	79
Sous-section 1. L'extension du cercle des bénéficiaires	80
§ 1. L'évolution antérieure à la consécration de la citoyenneté européenne	80
§ 2. La directive 2004/38 du 29 avril 2004	84
Sous-section 2. Les droits garantis	85
§ 1. La liberté de déplacement	86
§ 2. Le droit de séjour	88
§ 3. Le droit à des conditions de vie normales	90
Sous-section 3. L'encadrement de la réserve d'ordre public	92
§ 1. Encadrement du champ d'application des limitations	93
§ 2. Encadrement des mesures que l'État peut prendre pour protéger l'ordre public	96
Section 3. La condition des ressortissants des pays tiers en situation régulière	98
§ 1. L'admission dans l'Union	99
§ 2. Les droits des ressortissants des pays tiers régulièrement admis dans un État membre de l'Union	100
Section 4. La sécurité, garantie et contrepartie de la liberté de circulation et de séjour	105
§ 1. Le contrôle aux frontières : l'espace Schengen	106
§ 2. Politique d'immigration	111

§ 3. Coopération policière	120
§ 4. Coopération judiciaire en matière pénale	121
§ 5. Lutte contre le terrorisme	127
Chapitre 2. La liberté professionnelle	135
<i>Section 1. Champ d'application de la liberté professionnelle : du libre accès des personnes à la profession</i>	136
§ 1. Les libertés consacrées par le droit communautaire	136
§ 2. Les bénéficiaires de la liberté professionnelle	141
§ 3. Les emplois et les services exclus	144
<i>Section 2. Les droits reconnus</i>	149
§ 1. Le principe : de la non-discrimination à la prohibition des restrictions non discriminatoires	149
§ 2. L'accès à la profession	157
§ 3. L'exercice de la profession	159
§ 4. Les droits complémentaires	165
<i>Section 3. La qualification professionnelle</i>	167
§ 1. La reconnaissance mutuelle des qualifications à des fins professionnelles	168
§ 2. L'enseignement et la formation professionnelle	177
Titre 3. Les protections : De la protection des droits fondamentaux de la personne aux protections spécifiques	183
Chapitre 1. La protection sociale : les droits sociaux	185
<i>Section 1. Les droits des travailleurs salariés</i>	187
§ 1. Heurs et malheurs de la politique européenne	187
§ 2. Accès à l'emploi	191
§ 3. Les conditions de travail	197
§ 4. Protection de l'emploi et des revenus du travailleur	202
§ 5. L'implication des travailleurs dans la vie de l'entreprise	206
§ 6. L'égalité de traitement entre hommes et femmes	209
<i>Section 2. La protection sociale : la coordination des régimes de Sécurité sociale</i>	214
§ 1. Présentation générale	214
§ 2. Champ d'application des règlements de coordination	216
§ 3. Principes directeurs de la coordination	219
<i>Section 3. La lutte contre les exclusions</i>	222
§ 1. L'exclusion sociale	222
§ 2. Les personnes handicapées	223

Chapitre 2. La protection des consommateurs	227
Section 1. Le droit de l'Union en quête des droits du consommateur	227
§ 1. Marché intérieur et consommateurs	227
§ 2. La reconnaissance d'une protection spéciale des droits des consommateurs	228
Section 2. La protection des intérêts économiques du consommateur	229
§ 1. Évolution des techniques de protection	229
§ 2. Information du consommateur	232
§ 3. Réglementation contractuelle	235
§ 4. Protection judiciaire et règlement extrajudiciaire des litiges	240
Section 3. La protection de la santé et de la sécurité du consommateur .	241
§ 1. La sécurité générale des produits	242
§ 2. Réglementations sectorielles.....	244
Chapitre 3. La protection des données à caractère personnel	247
Section 1. Évolution de la réglementation sur les données	248
§ 1. Les données dans le droit primaire	249
§ 2. Les données dans le droit dérivé	250
§ 3. Circulation et protection des données	253
Section 2. Renforcement du droit fondamental à la protection des données à caractère personnel par le RGPD	258
§ 1. Champ d'application	259
§ 2. Modalités de la protection	263
§ 3. Portée de la protection	268
§ 4. Contrôle du respect des garanties.....	271
Chapitre 4. La protection de la santé	277
Section 1. Spécificité du droit européen de la santé	277
§ 1. Définition de la santé	277
§ 2. Importance du droit à la santé : de la santé à la santé publique	278
§ 3. La protection de la santé et les traités communautaires	278
Section 2. L'Europe des patients	283
§ 1. Les systèmes de santé : de l'impossible harmonisation à la coordination.....	283
§ 2. Accès des patients aux services de soins.....	284
§ 3. La prise en charge du coût des soins	284
§ 4. Les droits des patients	288
Section 3. L'unification du marché des soins	289
§ 1. Nécessité de l'unification et diversité du marché des soins	289

§ 2. La libre circulation des professionnels de santé.....	291
§ 3. L'unification du marché des produits de santé : les médicaments ...	292
Section 4. La prévention sanitaire	302
§ 1. Limites et complexité du droit communautaire de la prévention sanitaire	302
§ 2. La protection contre les radiations ionisantes.....	304
§ 3. La réglementation « anti-tabac »	306
§ 4. La réglementation des substances chimiques : le règlement REACH	307
Chapitre 5. La protection de l'environnement	313
Section 1. Caractéristiques générales de la protection européenne de l'environnement	313
§ 1. L'essor de la politique européenne de l'environnement	313
§ 2. Principes de base du droit de l'Union	317
Section 2. La réglementation	319
§ 1. Les milieux protégés	320
§ 2. Les activités encadrées	325
Chapitre 6. La protection de la culture	335
Section 1. Culture et Union européenne	335
§ 1. La culture dans les traités	335
§ 2. La politique culturelle de l'Union européenne	337
Section 2. Réglementation des objets culturels	338
§ 1. La protection des biens culturels	339
§ 2. Le régime du livre	341
Section 3. Réglementation des services culturels	343
§ 1. La liberté	344
§ 2. La sauvegarde de la culture	350
DEUXIÈME PARTIE. LES MARCHANDISES	355
Titre 1. La libre circulation des marchandises	357
Chapitre 1. L'union douanière	361
Section 1. La réalisation de l'union douanière	361
§ 1. Notion d'union douanière	361
§ 2. Le champ d'application de l'UD européenne.....	362
§ 3. Le processus de réalisation de l'union douanière	363
Section 2. Le régime général de la taxation douanière	366
§ 1. Cadre général	366

§ 2. La nomenclature douanière	367
§ 3. L'origine des marchandises	369
§ 4. La valeur en douane	371
§ 5. Les différentes catégories de droits à l'importation	373
§ 6. Libre pratique	375
Section 3. Les régimes particuliers de taxation douanière	376
§ 1. Les régimes préférentiels	376
§ 2. Les régimes douaniers économiques	377
Chapitre 2. La répression des atteintes à la libre circulation des marchandises	381
Section 1. Les taxes d'effet équivalant à des droits de douane	382
§ 1. La notion de taxe d'effet équivalent	383
§ 2. Le domaine des taxes d'effet équivalent	391
§ 3. La restitution des taxes indûment perçues	393
Section 2. Les mesures d'effet équivalant à des restrictions quantitatives (MEERQ)	396
§ 1. La notion de mesure d'effet équivalent	396
§ 2. Mesures d'effet équivalent et autres notions restrictives des échanges de marchandises	421
§ 3. Typologie des mesures d'effet équivalent	426
§ 4. Les justifications des mesures d'effet équivalent	440
Chapitre 3. La prévention des atteintes à la libre circulation des marchandises	487
Section 1. L'harmonisation des législations nationales	488
§ 1. Notion d'harmonisation	488
§ 2. Le domaine de l'harmonisation	492
§ 3. Procédures d'harmonisation	501
§ 4. Les méthodes d'harmonisation	503
Section 2. Les instruments d'information, d'alerte et de contrôle	507
§ 1. La procédure d'information sur les nouvelles entraves techniques : la directive 2015/1535 (ex-98/34)	509
§ 2. La procédure d'alerte rapide : règlement n° 2679/98 (règlement « fraises »)	513
§ 3. Le paquet « Ayrat »	514
Titre 2. Régimes particuliers de certains produits	519
Chapitre 1. Les produits industriels	521
Section 1. Généralités sur la politique industrielle de l'Union	523
§ 1. Le cadre normatif de la politique industrielle	523

§ 2. Mise en œuvre de la politique industrielle de l'Union	525
Section 2. Dispositifs d'encadrement et de validation des produits industriels	529
§ 1. La normalisation	529
§ 2. La certification	535
§ 3. Le marquage CE	537
Section 3. Produits énergétiques	539
§ 1. La mise en place progressive d'une politique énergétique de l'Union	539
§ 2. Les principaux volets du droit européen de l'énergie	545
Chapitre 2. Les produits agricoles et alimentaires	567
Section 1. Données de base	570
§ 1. Notion de produit agricole et agro-alimentaire	570
§ 2. Principales idées-forces de la PAC réformée – Modèle 2023	572
Section 2. Le contenu de la PAC réformée	575
§ 1. Les organisations communes de marchés (OCM) : l'OCM unique	575
§ 2. Soutien aux exploitations et développement rural : l'écologisation renforcée de la PAC	581
§ 3. Quelques déclinaisons particulières de la politique agro-environnementale de l'UE : Points cruciaux	595
Section 3. Règles de commercialisation et de qualité des produits	602
§ 1. De la commercialisation à la qualité	602
§ 2. Consécration de la politique de qualité : labels européens	604
TROISIÈME PARTIE. LES SERVICES : SECTEURS SOUMIS À RÈGLES PARTICULIÈRES	615
Titre 1. Secteur financier	617
Chapitre 1. Libre circulation des capitaux	619
Section 1. Champ d'application de la LCC	620
Section 2. Restrictions à la liberté	624
Section 3. Préoccupations contemporaines	628
§ 1. Patriotisme économique et actions spécifiques	628
§ 2. Blanchiment des capitaux	633
§ 3. Union des marchés de capitaux	635
Chapitre 2. Services financiers	637
Section 1. Les activités bancaires	638
§ 1. Harmonisation des conditions relatives à l'accès	639

§ 2. Harmonisation relative aux opérations et services bancaires	643
§ 3. L'union bancaire	648
Section 2. Bourse et valeurs mobilières	651
§ 1. Organismes opérant sur le marché boursier	651
§ 2. Fonctionnement du marché boursier	654
Section 3. L'assurance	657
§ 1. La liberté d'établissement en matière d'assurance	658
§ 2. La libre prestation de services en matière d'assurance	660
§ 3. Le contrôle de l'activité d'assurance	662
Chapitre 3. La Banque centrale européenne (BCE) au cœur du système financier de l'Union européenne	665
Section 1. Généralités sur l'UEM et la BCE	666
Section 2. L'exigence de stabilité	668
§ 1. Stabilité des prix	668
§ 2. Stabilité financière	672
Section 3. L'assistance financière	680
§ 1. Dispositifs prévus par les traités	681
§ 2. Dispositifs externes	684
Titre 2. Secteurs techniques	689
Chapitre 1. Les transports	691
Section 1. Cadre général de la politique des transports	692
§ 1. Le champ d'application du régime des transports	692
§ 2. Contenu du régime général	693
Section 2. Régime juridique des différents modes de transport	697
§ 1. Le transport terrestre	697
§ 2. Le transport aérien	710
§ 3. Le transport maritime	720
Chapitre 2. Les services liés aux nouvelles technologies	729
Section 1. Les télécommunications (communications électroniques)	730
§ 1. Le cadre normatif	730
§ 2. Les autorités de régulation	732
§ 3. L'entrée sur le marché	733
§ 4. L'organisation de la concurrence	734
§ 5. Les intérêts des utilisateurs et le service universel	737
Section 2. Le commerce électronique	738
§ 1. Droit applicable	739

§ 2. Commerce électronique et libre circulation	741
§ 3. Harmonisation du cadre contractuel des transactions électroniques	742
QUATRIÈME PARTIE. LA CONCURRENCE	747
Titre 1. La concurrence entre les entreprises privées	751
Chapitre 1. Champ d'application du droit communautaire de la concurrence	753
<i>Section 1. Les entreprises assujetties au droit communautaire de la concurrence</i>	<i>753</i>
§ 1. La notion d'entreprise	753
§ 2. Entreprises privées et entreprises publiques	755
§ 3. Application de la concurrence aux entreprises établies hors de l'Union	756
<i>Section 2. Compétence respective des autorités de l'Union et des autorités nationales</i>	<i>758</i>
§ 1. Détermination du domaine d'application du droit de l'Union et du droit national	758
§ 2. L'intervention des autorités de l'Union et nationales dans le système originare	760
§ 3. Le règlement n° 1/2003 : le système d'exception légale, système décentralisé	761
<i>Section 3. Régimes particuliers</i>	<i>766</i>
§ 1. Les traités CECA et Euratom	766
§ 2. Le traité TFUE	768
Chapitre 2. Règles de fond	773
<i>Section 1. Les ententes</i>	<i>773</i>
<i>Sous-section 1. L'interdiction</i>	<i>774</i>
§ 1. Une concertation entre entreprises	774
§ 2. Atteinte portée à la concurrence	778
§ 3. Affectation du commerce entre États membres	784
<i>Sous-section 2. L'exemption</i>	<i>786</i>
§ 1. Conditions auxquelles sont soumises les exemptions	786
§ 2. Modalités d'octroi des exemptions	789
<i>Section 2. L'abus de position dominante</i>	<i>793</i>
§ 1. Complémentarité des articles 101 et 102 TFUE	793
§ 2. La position dominante	794
§ 3. L'abus de domination	796
<i>Section 3. Les concentrations</i>	<i>799</i>

§ 1. Évolution du droit de l'Union	799
§ 2. Les concentrations de dimension communautaire	801
§ 3. Appréciation de la compatibilité de la concentration avec le marché commun	805
Chapitre 3. Règles de procédure	811
<i>Section 1. Procédure de contrôle des ententes et abus de position dominante</i>	812
§ 1. Saisine de la Commission	812
§ 2. L'enquête	815
§ 3. La phase contradictoire : « l'audition des intéressés et des tiers » ...	820
§ 4. La décision	821
<i>Section 2. Procédure de contrôle des concentrations</i>	828
§ 1. Notification préalable	829
§ 2. Examen	830
§ 3. Décision finale	831
Titre 2. La soumission des autorités publiques au droit de la concurrence	835
Chapitre 1. Le régime des aides d'État	837
<i>Section 1. La notion d'aide d'État</i>	838
§ 1. Le critère organique : aides accordées par les États	839
§ 2. Critère financier : la ressource d'État	842
<i>Section 2. Le principe d'incompatibilité des aides d'État</i>	852
§ 1. Notion d'incompatibilité	852
§ 2. Les conditions d'incompatibilité des aides d'État	853
<i>Section 3. Les dérogations au principe d'incompatibilité</i>	857
§ 1. Les dispositions du TFUE	857
§ 2. La pratique de la Commission	861
<i>Section 4. Procédure de contrôle des aides d'État</i>	870
§ 1. L'examen permanent des régimes d'aides	872
§ 2. Éléments procéduraux communs aux aides existantes et aux aides nouvelles	872
§ 3. Éléments procéduraux spécifiques aux aides nouvelles	876
§ 4. La récupération des aides incompatibles	880
Chapitre 2. Règles de concurrence applicables au secteur public	887
<i>Section 1. Règles opposables aux États dans leurs rapports avec les entreprises relevant de l'article 106 § 1</i>	889
§ 1. Champ d'application de l'article 106 § 1	889
§ 2. Contraintes pesant sur les États	893

Section 2. Le régime particulier des entreprises visées à l'article 106 § 2	896
§ 1. Organismes relevant de l'article 106 § 2	896
§ 2. Contenu du régime particulier des entreprises soumises à l'article 106 § 2	901
Section 3. Les pouvoirs de la Commission	912
Section 4. Revalorisation du service public ?	913
§ 1. Multiplication des textes	914
§ 2. Jurisprudence en demi-teinte	916
Chapitre 3. Les monopoles nationaux à caractère commercial	921
Section 1. Champ d'application de l'article 37 TFUE	921
§ 1. La notion de monopole national de caractère commercial	922
§ 2. La place des monopoles nationaux parmi les mesures restrictives des libertés fondamentales	924
Section 2. Contenu de l'obligation d'aménagement	927
§ 1. L'obligation d'aménagement durant la période de transition	927
§ 2. L'obligation d'aménagement au-delà de la période de transition	928
Chapitre 4. Les marchés publics et le contrat de concession	933
Section 1. Évolution de la réglementation	934
§ 1. Les trois premières générations de directives	934
§ 2. La révision de 2014	936
Section 2. Champ d'application de la réglementation	937
§ 1. L'objet du contrat	937
§ 2. Les parties	938
§ 3. Le montant du marché	941
§ 4. Contrats exemptés	941
Section 3. Règles de passation des marchés	943
§ 1. Publicité	944
§ 2. Procédure de passation	944
§ 3. Attribution du marché	947
Section 4. Exécution des contrats	949
§ 1. La sous-traitance	949
§ 2. Modification du contrat en cours	950
§ 3. Résiliation du contrat	951
Section 5. Contrôle du respect de la réglementation	951
§ 1. Information	951
§ 2. Recours	952

CINQUIÈME PARTIE. LES RELATIONS EXTÉRIEURES	955
Titre 1. Cadrage du droit matériel externe de l'Union	957
Chapitre 1. Une évolution constante	959
<i>Section 1. De Rome à Lisbonne</i>	959
<i>Section 2. Étendue du droit matériel externe de l'UE</i>	961
Chapitre 2. PESC-PSDC et mesures restrictives	963
<i>Section 1. Problèmes de base juridique</i>	963
<i>Section 2. Régime juridique et contentieux des mesures restrictives</i>	965
Titre 2. La politique commerciale commune	969
Chapitre 1. Le domaine de la politique commerciale commune	971
<i>Section 1. Réglementation des importations et des exportations</i>	972
§ 1. Mesures relatives aux importations	972
§ 2. Mesures relatives aux exportations	976
<i>Section 2. L'élargissement du domaine de la politique commerciale commune</i>	977
§ 1. Les marchandises	978
§ 2. La question des services et de la propriété intellectuelle	979
§ 3. Les investissements étrangers	984
§ 4. Compétences étatiques résiduelles	987
Chapitre 2. L'Union européenne dans les relations commerciales internationales	989
<i>Section 1. Le cadre mondial</i>	990
§ 1. Les accords multilatéraux	991
§ 2. Les accords plurilatéraux	993
§ 3. Le volet agricole des accords de l'OMC	993
§ 4. Le « nouveau » cycle de négociation : le cycle de Doha	995
<i>Section 2. Le cadre bilatéral, régional et interrégional</i>	996
§ 1. Les relations bilatérales	996
§ 2. Les accords régionaux : l'espace économique européen (EEE)	1008
§ 3. Relations avec les pays émergents	1010
Titre 3. Les relations spéciales et privilégiées	1019
Chapitre 1. L'Union et son environnement proche	1021
<i>Section 1. L'élargissement</i>	1021
§ 1. Les instruments juridiques de pré-adhésion	1022
§ 2. Stagnation du processus d'adhésion	1023

<i>Section 2. La politique européenne de voisinage (PEV)</i>	1027
§ 1. Caractéristiques de la PEV	1027
§ 2. Une politique en sursis ?	1030
Chapitre 2. La politique de coopération au développement	1033
<i>Section 1. Les avantages unilatéralement consentis par l'Union européenne</i>	1035
§ 1. L'aide alimentaire et humanitaire de l'Union	1035
§ 2. Le système des préférences généralisées (SPG).....	1038
<i>Section 2. Les relations conventionnelles</i>	1041
§ 1. Les relations avec les pays ACP	1041
§ 2. Les relations avec les pays tiers méditerranéens (PTM)	1046
Index analytique	1053

